

COMMERCIALISATION DES ARACHIDES AU SÉNÉGAL

UN GROS "BON IMPAYÉ" DE 10 MILLIARDS DE FCFA DÛ AUX PAYSANS

La campagne de commercialisation des arachides a pris fin le 31 mai, mais les paysans ont "subventionné" les huiliers qui leur doivent un gros "Bon impayé" de 10 milliards de F cfa. A l'approche de l'hivernage, les promesses de subvention des semences restent quasi effectives et les paysans ne savent plus à quelles graines ils vont être triturés.

LIRE DOSSIER EN PAGES 4-5



ENVIRONNEMENT
Un marché bio à Dakar

P8

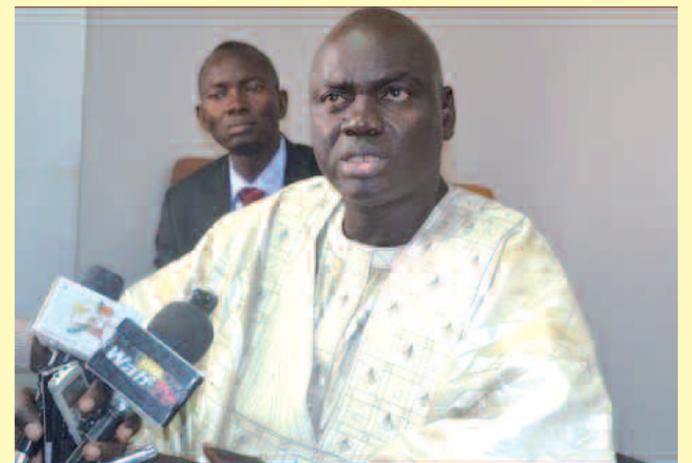
ENGRAIS
Le Ppu séduit les producteurs de riz de Kassack

P7

FONCIER RURAL

LA SAED EXPOSE SES OUTILS DE GESTION

P6



JOURNÉES SCIENTIFIQUES
L'Université de Thiès trace ses sillons



P3

AGIR : L'UE prône "une gouvernance forte" pour la sécurité alimentaire

(APS) – Le chef de la Délégation de l'Union européenne au Sénégal, Dominique Delicourt, a appelé à "une gouvernance forte et cohérente" pour la sécurité alimentaire et la nutrition, afin d'assurer "une coordination effective et une planification conjointe", dans le cadre du programme Alliance globale de l'Initiative Résilience au Sahel (AGIR).

"Notre défi commun est d'identifier les priorités en cohérence avec les politiques, stratégies et cadres existants de manière à combattre durablement la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dont la persistance nous interpelle tous", a relevé Dominique Delicourt, lors de l'atelier de lancement du processus "dialogue inclusif pays", vendredi fin mai à Dakar. Elle a rappelé que "toutes les politiques et stratégies de référence dans les secteurs concernés et déjà solidement en place demeurent incontestablement le socle sur lequel seront formulées les priorités résilience au Sénégal". Pour le chef de la Délégation de l'UE, AGIR n'est pas une nouvelle initiative, mais "un engagement réaffirmé dans une démarche de dialogue inclusif de tous les acteurs pour renforcer les politiques, stratégies et programmes existants en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle dont les enjeux restent multisectoriels et multidimensionnels". Elle a rappelé que l'initiative vise à améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence. "Il s'agit également à travers ce programme "d'améliorer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des ménages vulnérables et leurs accès aux aliments", a rappelé Mme Delicourt. "Ces objectifs restent ambitieux et exigent des efforts communs et sans réserve de tous les acteurs pour vaincre les causes structurelles et conjoncturelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la faim et de la pauvreté", a-t-elle relevé. "C'est pourquoi l'Alliance trouve toute son importance et sa spécificité en ce qu'elle se veut une approche multi-sectorielle, multi-acteurs permettant d'assurer notamment le lien entre le secteur agricole et les secteurs de l'environnement, de la santé, de la nutrition, de la protection sociale et de l'hydraulique", selon elle. Dominique Delicourt a réaffirmé la disponibilité de tous les partenaires techniques et financiers de contribuer à la définition des priorités résilience pays du Sénégal. "Les PTF ne ménageront aucun effort pour réaliser ensemble avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile des résultats tangibles en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de développement durable", a-t-elle ajouté. L'objectif global du programme régional AGIR, lancé en 2012, est de "réduire structurellement et de manière durable la faim dans les pays de l'Afrique de l'Ouest dans l'optique de la 'faim zéro' d'ici 20 ans".

COMMERCE : 1,5 million de t de céréales importées par le Sénégal, le riz représente 70% de ce volume, selon Makhtar Lakh

(Jade/Syfia) – "Au Sénégal, les importations des céréales se chiffrent à environ 1,5 million de tonnes par an et le riz représente près de 70% de ce volume", a indiqué Makhtar Lakh.

Le Secrétaire général du ministre du Commerce, de l'Entrepreneuriat et du Secteur Informel intervenait, fin mai à Dakar, à l'occasion du lancement de la campagne de promotion du riz "origine Sénégal" initié par l'Usaid/Projet Croissance Economique (Pce) en partenariat avec les ministères de l'Agriculture, du Commerce et les Collectivités locales.

"La campagne de promotion du riz local est une initiative à saluer. Il y'a quelques jours, en Conseil des ministres, le Chef de l'Etat avait demandé qu'on fasse la promotion du consommé local", a rappelé M. Lakh. Cette campagne permettra, dit-il, de bâtir des synergies en vue de prendre en charge cette question de commercialisation du riz au Sénégal. C'est la raison pour laquelle, poursuit-il, "notre département place au cœur de ses actions la commercialisation des produits agricoles". D'après le Sg, les hausses fréquentes des prix des céréales impactent négativement le pouvoir d'achat des Sénégalais. Si la consommation en riz était de 400 000 t en 1995, elle est passée à 800 000 t en 2007. Aujourd'hui, elle est évaluée à plus d'un million de tonnes. "Les importations nettes représentent des centaines de milliards de F cfa de devises. Le riz représente plus de 16% du déficit de la balance commerciale", a indiqué Makhtar Lakh. Pour lui, ce phénomène a tendance à s'amplifier, car la production nationale progresse moins vite que la consommation. Même avec le niveau de production actuelle près de 350 000 à 400 000 tonnes de riz blanc, les producteurs sont malheureusement confrontés à un problème de commercialisation du riz paddy et les transformateurs à celui de l'écoulement de leur stock. "C'est pourquoi depuis 2012, l'agriculture et l'autosuffisance alimentaire ont été érigées au rang des pré-occupations majeures du gouvernement pour atteindre une production de 1,6 million de riz paddy en 2017", a expliqué le représentant du ministre du Commerce. L'intervention du Pce est saluante, soutient-il, parce qu'il appuie les producteurs à plusieurs niveaux : l'utilisation des semences certifiées à rendement élevé comme le Nerica, leur formation sur les pratiques culturales, le label de qualité, ainsi que leur intégration dans un environnement propice au développement de chaîne de valeur.

S'agissant de la question de distribution, il a rassuré "notre département est en train d'élaborer une stratégie en vue de moderniser les circuits de distribution". Il a également lancé un appel aux banques à travers la Bnde, la Fongis, qui devront jouer un rôle important dans la dynamique commercialisation du riz local.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122
Bp : 17130 Dakar – LibertéEmail : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

EMPLOI JEUNE : Genius Family de Thiès couve le "Sen ngunu"

(Jade/Syfia) – "Genius Family" créée en 2012 par d'anciens étudiants des universités de Dakar et de Thiès, a remporté avec ses programmes de gestion "Ndiarté" et "Sen ngunu" le prix de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) qui leur a remis un financement de sept millions de F cfa, a appris Jade/Syfia auprès de son coordonnateur Ousmane Cissé. C'était à l'occasion des journées scientifiques culturelles de l'Université de Thiès tenues les 22, 23, et 24 mai 2014 dans cette ville. Diplômé d'un master 2 en système informatique et solutions Web, cet ancien étudiant à l'Ucad explique "Etant étudiants, nous avons toujours rêvé de créer notre propre entreprise et Genius Family a mis en pratique nos idées". L'entreprise, "Genius Family" composée d'anciens étudiants de Dakar et de Thiès propose des services de solutions informatiques à travers le Web, les téléphones et autres. Elle a développé deux projets innovants "Ndiarté" pour la gestion commerciale des petits Gie et "Sen Ngunu" pour la ferme avicole. Des programmes qui permettent aux différents opérateurs économiques de gérer efficacement leurs activités. Ces différents produits technologiques mis sur le marché ont poussé les autorités académiques à les citer en exemple, surtout l'emploi des jeunes diplômés sortis des universités.

Toutefois, GeniusFamily ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Ousmane Cissé et ses camarades veulent renforcer des partenariats féconds avec d'autres PME/PM.

PAM ET FOOT : Mourinho, ambassadeur contre la faim, en visite à Côte d'Ivoire

(Jade/Syfia) – José Mário dos Santos Félix Mourinho, plus connu sous le nom de José Mourinho, un des meilleurs entraîneurs de football au monde, va effectuer une visite de trois jours (du mercredi 11 au vendredi 13 juin) à Abidjan (Côte d'Ivoire), dans le cadre du programme des cantines scolaires du PAM (Programme Alimentaire Mondial), a appris Jade/Syfia qui a visité le site de l'Intelligentdabidjan.ci. Ambassadeur contre la faim depuis la mi-mai 2014, Mourinho a été le célèbre coach de Chelsea Football Club où le capitaine des Éléphants de Côte d'Ivoire Didier Drogba a évolué de 2004 – à 2012. A la veille de l'ouverture de la coupe du monde, The Special One, comme il se fait appeler lui-même se rendra à Yamoussoukro (C I) pour visiter des cantines scolaires de l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU. José Mourinho est considéré par certains spécialistes du football comme le meilleur tacticien au monde. Il a entraîné au Portugal, en Angleterre, en Italie et en Espagne. L'entraîneur portugais, a remporté les championnats de ces quatre pays et leurs coupes nationales. Mourinho a aussi décroché une Coupe de l'UEFA. Il a gagné deux Ligues des Champions avec le FC Porto (en 2004) et l'Inter de Milan (en 2010).

RIZ "ORIGINE SÉNÉGAL"

L'Usaid/Pce lance sa campagne de promotion dans trois communes à Dakar

(Jade/Syfia) – "La caravane dont il est question aujourd'hui. C'est une petite expérience de promotion du riz local dans trois Communes d'Arrondissement de Dakar : Pikine-Est, Guédiawaye et Dakar. Ces communes ont accepté de reprendre la formule du grand stand de promotion du riz local où les entreprises de la Vallée en collaboration avec le Pce pourront participer à une grande exposition vente qui durera pour chaque localité environ une semaine", a expliqué Jean Michel Voisard. Le Directeur de l'Usaid/Pce a fait cette annonce, fin mai à Dakar, lors du lancement de la campagne de promotion du riz "origine Sénégal". La cérémonie a été présidée par le Directeur de Cabinet du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Maer) Lamine Lo, celui du Commerce, de l'Entrepreneuriat et du secteur Informel Makhtar Lakh et de la directrice du Bureau Croissance Economique madame Anne Williams.

Chercheurs, industriels, opérateurs économiques, productrices de riz partenaires de l'Usaid/Pce ont pris part à cette cérémonie. Pour Jean Michel Voisard, Il s'agit d'une expérience de promotion appuyée par les deux Ministères pour voir comment la population réagit à une nouvelle marque de riz local. "Il s'agit aussi d'encourager la population sénégalaise à consommer le riz de la vallée dans sa formule améliorée et compétitif au niveau des marchés", a souligné le Patron de l'Usaid. La foire se tiendra du 29 mai au 22 juin prochain. La Commune de Pikine Est abritera en premier (du 29 mai au 4 juin prochain) cette foire. Puis, suivront les communes de Guédiawaye et Dakar, respectivement du 5 au 14 juin et du 15 au 22 juin. "Si c'est un succès, on remettra ça après l'hivernage", a promis M. Voisard qui souhaite que cette activité soit institutionnalisée pour que le riz local ait plus de visibilité.

Une approche approuvée par le directeur de cabinet du Maer. En effet, Lamine Lo a soutenu que l'accès au marché urbain a été difficile jusque dans un passé récent, mais les nouvelles dynamiques ont fortement contribué à renverser la tendance. Selon le directeur de cabinet du Maer, les principaux facteurs sont la diffusion des variétés mieux appréciées par les consommateurs, les progrès technologiques en matière d'usinage, un meilleur conditionnement du produit dont la présentation devient plus attractive que par le passé et les efforts de promotion notamment à travers les foires comme le fait l'Usaid/Pce, un des partenaires stratégiques des producteurs de riz. Il a également fait une mention particulière à l'Usaid pour avoir impulsé une approche très innovatrice de promotion de chaînes de valeur céréalière à travers le Projet croissance économique qui abat un travail remarquable pour la promotion du riz local.

La directrice du bureau Croissance Economique Mme Anne Williams soutient de son côté que l'objectif de sa structure est d'aider le gouvernement du Sénégal à réaliser ses objectifs d'autosuffisance en riz en moyen terme. Sur ce plan, des avancées significatives ont pu être réalisées dans la riziculture irriguée. le riz irrigué de la Vallée du fleuve Sénégal, a fortement marqué la dernière édition de la Fiara avec "le Village des Céréales" sponsorisé par le Pce. "Les exposantes à cette Fiara ont pu écouler en une semaine, plus de 90 tonnes de riz d'une valeur de 65 000 dollars, soit plus de 30 millions de F cfa, une quantité non négligeable sans compter les commandes enregistrées", a indiqué Mme Williams. Et de poursuivre, "le Pce a pris l'initiative de poursuivre l'effort de promotion pour consolider les acquis dans la conquête des marchés urbains en général, et du marché dakarois en particulier".

A.G

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Université de Thiès trace ses sillons



(Jade/Syfia) - Les journées scientifiques, culturelles et sportives de l'Université de Thiès ont connu un vif succès. Venu présider la manifestation, la première du genre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Mary Teuw Niane, s'est félicité de l'organisation de ces journées axées sur la sécurité alimentaire et le PSE.

PAR MADIENG SECK

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Mary Teuw Niane a souligné la nécessité de consolider la position de l'Université de Thiès comme "pôle agronomique", afin qu'elle continue à tracer les sillons de la sécurité alimentaire et "asseoir les bases d'un développement agricole durable... sans oublier l'agrobusiness".

Mary Teuw Niane s'exprimait vendredi à l'ouverture de la première édition des journées scientifiques, culturelles et sportives (les 22, 23 et 24 mai) de l'Université de Thiès (UT). Thème: "Agriculture et la sécurité alimentaire : Enjeux et perspectives pour le Sénégal"

"Le président Macky Sall a placé l'Agriculture comme la première priorité dans le Programme Sénégal Emergent (PSE)", a déclaré M Niane. Il s'est aussi félicité de la présence d'un public nombreux d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants, de parents et d'amis de la communauté universitaire (USSK de Kaolack, UGB de Saint Louis, l'Université de Ziguinchor et de la 2^{ème} Université de Dakar), des partenaires publics et privés.

En exposant dans leurs stands des produits agricoles, les élèves-ingénieurs de l'Institut supérieur de formation agricole et rurale (IS-FAR ex ENCR) et de l'Ecole nationale supérieure d'Agriculture (ENSA) rattachés à l'UT étaient venus en force à cette fête pour expliquer la productivité agricole.

Une fête marquée par la

brillante prestation des étudiants qui avaient déroulé un magnifique programme didactique aréolé de chansons chorales célèbres dont "Lambi Waa Fass" de feu Julien Jouga. Le formidable "défilé de Nations", animé par la vingtaine d'étudiants de différentes nationalités africaines, a été aussi salué par une salve d'applaudissements.

100 millions de F cfa pour équiper les labo de l'Université de Thiès

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique a relevé le bon esprit pédagogique de ces journées de l'Université de Thiès qui "forme des cadres supérieurs de qualité" et où "l'ENSA devra jouer un rôle essentiel". En effet, pour Mary Teuw Niane, le développement

de l'agriculture passera par la formation technique pour rendre le secteur agricole plus compétitif. "Une formation technique plus souple et plus proche du producteur", a-t-il ajouté. Reconnaisant le cadre idéal de l'UT, M Niane a annoncé une enveloppe de 100 millions de F cfa pour équiper les laboratoires de l'université de la cité du rail.

Sur le même ton, le recteur Baddalaye Kane, a souligné que l'UT est le berceau de l'enseignement agronomique au Sénégal avec des options stratégiques de prestige tournées vers l'entrepreneuriat et la création d'emplois en faveur des jeunes diplômés.

Parce que pour que les savoirs deviennent des forces, il faut les partager. Et c'est pour cette raison, que ce Temple du savoir de Thiès a voulu aller vers les populations en organisant ses premières journées scientifiques, à la Promenade des thiessois.

A l'ouverture de ces journées, rappelle-t-on, l'ingénieur agronome Thierno Birahim Fall avait présenté un exposé sur la problématique des semences relevant l'impact négatif de la privatisation du secteur de semences.



Ils ont dit... Ils ont

M. NDIAYE : Professeur à ISFAR

"C'est une belle initiative qui permet d'offrir à l'université de Thiès une visibilité au niveau national. Les expositions permettent aussi de mettre en œuvre les réalisations faites par les étudiants, les ONG et les entreprises partenaires de l'Université de Thiès. L'ampleur de la journée permet aux étudiants de l'Institut Supérieur de Formation Agricole et Rurale (ISFAR), localité située à 24 km de l'université, de montrer leur participation sur le développement des politiques agricoles".

MAPATHÉ NDIAYE : Enseignant à l'école des sciences de l'ingénierie, chargé du programme 5 pour l'amélioration des liens avec le marché du travail

"Ces journées scientifiques entre dans une politique globale. Elles visent à améliorer la visibilité de l'université de Thiès. L'une des particularités de cette université, c'est l'ensemble des sept établissements d'enseignement qu'elle englobe. Ces journées étaient pour nous une façon de nous ouvrir vers la communauté sénégalaise, afin de leur montrer ce qui est en train d'y être réalisé. Nous avons organisé un forum qui vise à améliorer nos liens avec le marché du travail. De ce fait, nous nous sommes basés sur trois stratégies : une bonne adéquation formation-emploi, une implication des professionnels et une promotion de l'auto-emploi. Nous avons aussi créé l'UE-entrepreneuriat qui veut éveiller l'entrepreneur qui dort dans chaque étudiant. Ce forum a été un succès parce que nous nous sommes adressés aux organisations et entreprises qui sont pertinentes pour nos jeunes étudiants. Nous avons la Fédération des Organisations non-gouvernementales du Sénégal (Fongs-Action paysanne) qui est une Ong utile pour nos étudiants. Nous sommes satisfaits de la présence de la FONGS qui a représenté le mouvement paysan. Il y a aussi le passage du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Mary Teuw Niane. En termes de perspective, nous comptons pérenniser le partenariat par la prise de stagiaires et l'échange d'expertise".

KHADRE FALL : Agronome et formateur à ISFAR de Bambey

"Ces journées scientifiques se sont bien déroulées. Le thème qui était axé sur la sécurité alimentaire a été débattu sur l'ensemble de ses volets. C'est une première pour l'université de Thiès. Il y a eu des conférences et les doctorants ont fait une présentation de leurs travaux.

THIERNO BÂ : président de l'amicale des étudiants de l'ENSA

"Le thème des premières journées scientifiques, culturelles et sportives de l'université de Thiès, "la sécurité alimentaire : enjeux et perspectives" a été dédié à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Agriculture (ENSA). L'agriculture était là, est là et sera toujours là. Elle est un métier et non une activité. C'est un métier qui demande la formation et l'apprentissage. Il est d'une importance capitale d'apprendre la chaîne de valeur qui compose l'agriculture, pôle de développement économique. Les conclusions de ces journées sont attendues par le monde agronomique. Le forum de l'emploi qui a permis aux étudiants d'échanger avec plus de 28 entreprises été très frappant. Ces derniers ont profité de ces journées pour nouer des partenariats".

MME KHARDIDIATOU NDIR, professeur à l'ENSA (département production végétale), Université de Thiès

"Globalement, mes impressions sont bonnes quant à l'organisation de ces Journées scientifiques, culturelles et sportives qui ont été innovantes. Le thème choisi qui porte sur l'Agriculture et la sécurité alimentaire est un thème intéressant. Il est aussi très bien d'actualité. A cet égard, les écoles de formation professionnelle comme l'ENSA et l'ISFAR, rattachées à l'Université de Thiès ont un grand rôle à jouer".

OFFRE D'EMPLOI

Centre Agrhymet recherche :

Poste	Date clôture	Lien PDF
Recrutement d'un (e) Expert (e) statistien(ne) pour le Centre Régional AGRHYMET.	30 Juin 2014	Télécharger
Recrutement d'un (e) Traducteur pour le Centre Régional AGRHYMET	16 Juin 2014	Télécharger
Recrutement d'un (e) Assistant (e) pour le projet MESA au Centre Régional AGRHYMET	16 Juin 2014	Télécharger

Pour toute information veuillez consulter le site Agrhymet (www.agrhymet.ne) Email: admin@agrhyment.ne

COMMERCIALISATION DES ARACHIDES AU SÉNÉGAL

Un gros "Bon impayé" de 10 milliards de Fcfa dû aux paysans



(Jade/Syfia) - La campagne de commercialisation des arachides a pris fin le 31 mai dernier, mais les paysans ont "subventionné" les huiliers qui leur doivent un gros "Bon impayé" de 10 milliards de F cfa. A l'approche de l'hivernage, les promesses de subvention des semences restent quasi effectives et les paysans ne savent plus à quelles graines ils vont être triturés.

■ PAR MADIENG SECK

La Sunéor (8 milliards de F cfa), l'ex Novasen, la Copéol (1,5 milliard de F cfa) et le Cait de Touba (700 millions de F cfa), doivent un très gros "Bon impayé" de 10 milliards de F cfa aux paysans Sénégalais.

Ce constat amer sur la campagne de commercialisation des arachides, a été dressé fin mai à Dakar par Sidy Bâ, secrétaire général du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (Ccpa) de

Kaolack (195 km Est de Dakar).

Plus de 38 800 t d'arachides non payées

"La Sunéor n'a pu collecter que 113 849 t d'arachides et n'a payé que 75 000 t, soit une quantité déjà collectée et non payée de 38 800 t", a indiqué M Bâ (**lire interview**). Mine dépitée, le responsable du Ccpa dénonce cet état de fait qualifié "d'injuste" envers les

milliers de paysans qu'il dirige.

A Kaolack, les paysans parlent de cette campagne arachidière et des subventions souvent annoncées à grand renfort médiatique par l'Etat. Mais ils déplorent "l'impréparation" du gouvernement, "le manque d'argent" et déclarent "préférer" les Loumas. "Jusqu'à présent, l'argent de l'arachide est entre les mains des huiliers qui se montrent plus forts", répètent-ils, lundi début juin, sous l'arbre à palabre, au célèbre marché forain de Ndrané Escalé, à une quarantaine de km de Kaolack.

A Kaolack même, sur notre chemin, des champs dénudés s'étendent à perte de vue. Des cercles noirs au milieu desquels dansent quelques minces fumées blanches annoncent l'imminence des semences d'arachides. Des semences qui font espérer de bonnes récoltes dans ces localités connues pour leur expertise de la culture d'arachide. Rencontré entre les villages de Ndiaye Kunda et Keur Boye, sur le chemin de Ndrané Escalé, Seydou Kâ, un paysan-bana rappelle : "L'année dernière à Touba, j'avais vendu à 200 F cfa le kilo mes deux tonnes d'arachides auprès d'un Cluster chinois. Il m'a payé rubis sur l'ongle et c'est cela qui est normal".

Vendre cash dans les Loumas

Arrivé à Missara, près de Keur Madiabel, une huilerie, appartenant à un homme d'affaires kaolackois, sort de terre et attire notre

attention. Dommage ! commente Seydou trop peiné de ce qui arrive à ses camarades paysans. Puis de lancer regret : "Les Chinois ne sont pas venus cette année, mais,heureusement pour moi, depuis janvier, j'ai vendu cash mes graines à 190 F cfa/kg dans les Loumas à Touba".

Dans le bassin arachidier, beaucoup de petits paysans réagissent comme Seydou. "Mes enfants et moi, on ne va jamais chez les huiliers. Pour cette campagne on a vendu depuis belle lurette nos graines à 190 F cfa/kg dans les Loumas", soutient A Dioum, un septuagénaire de Guinguiné, à la tête d'une exploitation familiale.

Au Sénégal, l'arachide est la première culture industrielle et vivrière. Malgré sa tendance baissière ces dernières années, elle occupe une place importante dans l'économie. En 2012 et 2013, le pays a produit en moyenne près de 800 000 t de graines. La filière reste cependant conflictuelle à l'image de cette présente campagne démarrée tardivement le 9 décembre 2013 et marquée par les vagues d'hésitations des huiliers. Contrairement aux Chinois qui offraient en 2013 des prix alléchants à 200 F cfa/kg et 300, contre 190 F cfa/kg arrêtés par le Comité national interprofessionnel de l'arachide (Cnia), la campagne de cette année n'a pas vu les clusters étrangers. En l'absence d'un pool bancaire, ces huiliers ne pouvaient donc financer correctement l'achat des graines. L'argent étant le nerf de la guerre, seule la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (Cncas) s'est mise aux avant-postes. Pour sauver cette campagne 2013-2014, l'Etat a dû cependant faire appel à la Banque islamique du Sénégal (Bis) qui lui a accordé 10

milliards de F cfa. Ce que pas mal d'observateurs ont vu comme une vraie fausse subvention aux huiliers et non aux petits paysans.

Retour des Bons impayés

C'est ainsi qu'à la veille de l'hivernage (des pluies utiles de 40 mm sont tombées lundi 2 juin après midi sur votre serviteur entre Keur Madiabel et Kaolack : Ndlr), les inquiétantes récriminations sur la distribution des semences (lire encadré) et autres intrants pleuvent à gogo. "S'il y a des subventions, le paysan ne gagne rien. S'il y a des subventions ils n'y voient que du feu", résume avec humour un vieux paysan.

S'agissant du retour de fameux "Bons impayés" qui ne disent pas leur nom, Malick Ndiaye, potentiel candidat Ops dans la communauté rurale de Ndrané Escalé témoigne : "Oui ! J'ai été payé par la Sunéor après lui avoir livré 60 t collectées à 200 F cfa/kg. Mais avant j'ai bavé pendant 40 jours d'attente. Parce que, ceux qui nous louaient leurs magasins de stockage nous mettaient une insupportable pression, vu leurs difficultés financières. Quant aux paysans ils nous faisaient toujours confiance". Son collègue, El H Cissé membre de la coopérative de cette localité confirme les propos de M Ndiaye. Mais, il insiste sur le travail accompli pour une bonne conservation des semences d'arachides.

A la dernière minute, on apprend auprès du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER), que près de 65% des semences ont été distribuées et même à Ndrané Escalé.

Jusqu'à la veille de notre bouclage, nous avons essayé de joindre le directeur de l'usine Sunéor de Kaolack, mais en vain.

KAOLACK

La mise en place des semences jugée satisfaisante

(APS) – Les responsables des commissions de distribution des semences des communautés rurales de Dya et Keur Socé (Kaolack, centre) ont estimé mardi que le rythme de mise en place et de cession des semences et engrais reste satisfaisant et augure d'un bon hivernage.

Trouvés en train de vendre des semences écrémées mises en place par les opérateurs agréés, les dirigeants des commissions des deux localités ont salué l'arrivée très tôt des graines. «Nous avons reçu globalement 242 tonnes de semences écrémées à Dya, entre les 20 et 25 mai dernier, et nous en avons vendu pour le moment 10 tonnes 400 kg dans 13 villages (104 ménages) sur les 30 que compte la communauté rurale», a indiqué le président du cadre local de concertation des organisations paysannes (CLCOP), Ibrahim Ndiaye. Aux membres de la délégation du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural venus s'enquérir de la situation dans le monde rural au seuil de la campagne, il a expliqué que le rythme de cession des se-

mences dépend de la disponibilité de l'argent chez les producteurs. «Nous avons reçu, à la date du 8 mai dernier, 40 tonnes d'engrais sur les 51 prévues», a-t-il précisé. "Depuis plus de 12 ans que je siège à cette commission de distribution de semences et d'intrants, c'est la première fois que nous recevons plus de 242 tonnes et nous avons débuté la vente depuis le 31 mai dernier", a indiqué M. Ndiaye, satisfait de la qualité des semences.

Les trois opérateurs agréés à Keur Socé ont mis à disposition, depuis le 19 mai dernier, 234 tonnes de semences de coque d'arachide. «Et, en deux jours, nous avons vendu 10 tonnes 80 kg au profit de 5 sur les 71 villages de la communauté rurale de Keur Socé», a indiqué Mamadou Diop, président de la commission de distribution de cette localité.

Sur les 122 tonnes d'engrais attendues, toutes formules confondues, seules 32 tonnes ont été effectivement mises à disposition par les opérateurs, a indiqué M. Diop qui a salué la tendance positive de la campagne hivernale 2014/2015.

La distribution se passe correctement et les producteurs apprécient la qualité des semences destinées aux 4120 ménages de Keur Socé, qui a enregistré lundi soir 41 mn de pluie, a dit M. Diop, convaincu que le reste des intrants viendra la semaine prochaine. Globalement, la région, qui attend 9110 tonnes de semences, a reçu à cette date 4000 tonnes, soit «un taux de réalisation acceptable» de 46%, a souligné le directeur régional du développement rural, Fallou Faye.

Le rythme de cession n'est pas mal malgré le fait que les premières pluies ont déjà été enregistrées. En effet, Kaolack a recueilli 13 mm, Ndoffane 25 mn, Latmingué 34 mm et Keur Socé 41 mm, a relevé M. Faye. Il a dans le même sillage annoncé la mise en place prochaine de semences certifiées, soulignant la nécessité d'aller s'inscrire dans les sous-préfectures, pour acheter le matériel agricole stocké dans la région depuis trois mois.

SEMENCES CERTIFIÉES

260 t d'arachides en souffrance à Ndrané Escalé

(Jade/Syfia) - Jusqu'à l'arrivée des premières pluies tombées lundi 2 juin 2014 en fin d'après midi, quelques 260 t de semences d'arachides coques écrémées dormaient dans le secco de la coopérative de Ndrané Escalé à Kaolack.

"On n'a pas encore reçu la notification des autorités locales pour démarrer la vente de semences certifiées. En revanche, pour les semences écrémées on a reçu la notification de vendre 150 t au niveau des 48 villages de la communauté rurale de Ndrané Escalé", explique Saït Dramé, observateur à la commission de distribution dans cette coopé de 385 adhérents.

L'année passée, à la même période, chacun des membres de cette coopé avait reçu 250 kg de semences coques vendues à crédit à 200 F cfa/kg. Les paysans avaient payé une assurance agricole individuelle de 15 000 F cfa à la Caisse nationale d'assurance agricole (Cnaas). Seuls 50 membres n'avaient pas entièrement remboursé leur crédit. La faute, la semence Fleur 11 n'était pas adaptée au sol. Ce qui explique les retards de paiements. Enfin, pour plus de bonne gouvernance locale et de transparence, Saït Dramé suggère que la distribution des intrants (engrais, semences, matériel agricole soit confiée aux coopératives. **MS**

CE DOSSIER A ÉTÉ RÉALISÉ GRÂCE À L'APPUI DU CECI/UNITERRA ET DU CNCR

TROIS QUESTIONS À... SIDY BÂ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT PAYSAN CCPA DE KAOLACK

«Les 10 milliards de F cfa de cette campagne, c'est bien l'argent des paysans»

(Jade/Syfia) - La campagne de commercialisation des arachides qui a pris fin le 31 mai a laissé un gros "Bon impayé" de 10 milliards de F cfa jamais enregistré dans l'histoire de la traite des graines, c'est la révélation faite à Jade/Syfia au cours d'un entretien à Dakar

(Jade/Syfia) Question La campagne de commercialisation des arachides tire à sa fin. Quel bilan faites vous et quelles sont vos impressions ?

Sidy Bâ : "La campagne de commercialisation des arachides qui prend fin le 31 mai 2014 avait dé-

chides qui se termine en fin mai. Cependant, il faut reconnaître que cette banque agricole est aujourd'hui à bout de souffle et nous en profitons pour lui tirer un grand chapeau et encourageons l'Etat du Sénégal à la soutenir d'avantage pour les efforts qu'elle fournit pour financer toutes

Au total, c'est plus de 10 milliards de F cfa. Mais cet argent, il faut le dire, c'est bien l'argent des paysans. Seule la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS), a correctement soutenu la campagne de commercialisation, mais elle est à bout de souffle.

marré (le 9 décembre 2013 : Ndlr) dans le Bassin arachidier, mais tardivement pour les Huiliers. La SU-NEOR traîne les pieds pour le paiement de l'argent dû aux opérateurs. Elle a pu collecter 113 849 t d'arachides et n'a payé que 75 000 t. A l'heure actuelle (fin mai) elle détient une quantité déjà collectée et non payée de 38 800 t ; soit un dû de près de Huit milliards de F cfa à payer aux paysans.

Une autre quantité de graine collectée d'un milliard et demi de F cfa pèse aussi sur les épaules d'un autre industriel appelé la COPEOL (ex NOVASEN). Ce dû aux paysans, la COPEOL s'est engagée, au cours de la réunion de suivi du 28 mai, à le payer dans les plus brefs délais. Elle est plus régulière et plus constante dans la liquidation des factures dues aux opérateurs pour cette campagne 2013/2014. Quant à l'huilier CAIT (Complexe agro industriel de Touba), elle doit aux paysans plus de 700 millions de F cfa'

Cette campagne a tiré en longueur, tout comme les rythmes des déchargements et ceux des paiements. Au total, on constate un déficit de paiement des factures estimées à plus de 10 milliards de F cfa. Cet argent, il faut le dire, c'est bien l'argent des paysans. A la veille de la saison des pluies, ces paysans sont dans le désarroi et l'inquiétude la plus totale. Beaucoup se demandent d'ailleurs comment ils vont faire pour acheter des intrants (semences, engrais, etc.), faire le renouvellement des quelques petits matériels agricoles pour démarrer l'hivernage.

Dans cette affaire, il faut souligner, seule la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS), a correctement soutenu la campagne de commercialisation des ara-

les filières agricoles du Pays.

Les Op (Organisation de producteurs) qui étaient impliquées dans le programme de semences certifiées ont également eu beaucoup de difficultés à boucler le financement ; autrement dit la levée des Fonds. En ce qui concerne les semences écrémées qui sont de 50 000 t, c'est pratiquement les mêmes problèmes. C'est le cas du CCPA qui avait collecté environs 1 600 T de semences d'arachide écrémées pas un seul kg de financé pour son achat. Au finish, ce sont les

Organismes privés stockeurs (Ops) qui ont acheté 98 000 t, soit 48 000 t de plus de semences écrémées, sans rien laisser aux Organisations de producteurs (Op) et autres associations telles l'ASPRODEB (Association sénégalaise de promotion des producteurs à la base : Ndlr) et la SE-DAB (Sahélienne d'entreprise de distribution et d'agro-business) etc., raflant par la même occasion les 11 milliards de F cfa que l'Etat avait dégagé pour l'achat des semences écrémées. Pour tout dire, cette campagne a été très bonne pour les huiliers et mi-figue mi-raisin pour les producteurs et leurs organisations qui traînent encore beaucoup de difficultés et d'inquiétudes.

L'arachide, dit-on, est une filière conflictuelle avec des problèmes qui reviennent chaque année comme cette fois-ci. Quelle analyse faites-vous ?

"Les conflits c'est d'abord sur les prix au producteur. Les offres proposées par les huiliers au Comité National Interprofessionnel de l'arachide (CNIA) pendant la fixation du prix au producteur n'ont jamais été bonnes, parce qu'elles ne tiennent pas compte des coûts de production du producteur d'arachide. Les industriels, eux, jouent sur la faiblesse du CNIA qui a des problèmes de gouvernance organisationnelle pour dicter la loi du plus fort.

Quelle solution propose le CCPA ?



"Comme solution, nous envisageons au CCPA, avec l'appui de partenaires (comme le CECL, Action aid et l'Etat du Sénégal), la création d'unités communautaires de transformation d'huile d'arachide et ses dérivés. Il faudra, qu'à ce stade, que l'Etat nous appuie en bloquant les importations d'huile de qualité douteuse, à l'image de ce qui se fait

des contrats de production avec les vrais producteurs et qu'ils soutiennent la recherche.

Mais, jusque-là, seul le CCPA et certaines organisations membres du CNCR (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux) ont pris des initiatives dans ce sens en faisant un grand plaidoyer pour la filière arachide. On

Pour reconquérir le marché national de l'huile d'arachide, nous envisageons au Ccpa, avec l'appui de partenaires, la création d'Unités communautaires de transformation de l'huile d'arachide. Il faudra que l'Etat nous appuie en bloquant les importations d'huile de qualité douteuse, à l'image de ce qui se fait avec l'oignon et de certains autres produits stratégiques

avec l'oignon et certains autres produits stratégiques. On souhaite aussi que l'Etat protège l'huile transformée lo calement, au moins pendant six mois ; que les industriels nouent

parle déjà d'un forum sur la filière arachide pour essayer d'aplanir les problèmes. Vivement que cela ne soit pas un forum de plus".

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK

DERNIÈRE MINUTE

CONFÉRENCE DE PRESSE : Le Cnrc dénonce la précarité dans le monde rural

(Jade/Syfia) - "Environ 18 à 20% des exploitations familiales sont en insécurité alimentaire à des niveaux divers, aucune commission de vente de semences n'était pas fonctionnelle, à la date du 28 mai, sur toute l'étendue du territoire national, sans compter l'insuffisance du matériel agricole"

Voilà autant de couacs constatés par le secrétaire général du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cnrc) qui était face à la presse le 7 juin au siège de l'organisation.

Baba Ngom faisait la restitution de la tournée pré hivernale que le Cnrc avait effectuée en milieu rural (du 18 au 29 mai) sur la part de l'Agriculture dans le budget du Sénégal. "La situation est difficile en milieu rural. De nombreux producteurs ont leurs graines chez les huiliers depuis deux à trois mois, sans voir la couleur de l'argent. Les intrants et le matériel se vendent au comptant et aucun producteur ne peut les acheter pendant cette période de disette. Il s'y ajoute la présence de sauterelles dans les zones de Touba, Gossas et Diourbel", se désole Baba Ngom. Il propose que le matériel agricole soit accessible dès le début de la commercialisation. Cela permettrait aux producteurs d'être en mesure de se le procurer. "Quel est le producteur qui peut acheter en cette période une houe sine à 25 000 F cfa", s'est interrogé Baba Ngom. Il a toutefois reconnu que l'Etat a beaucoup investi dans l'agriculture pour respecter les engagements de Maputo (Mozambique) de juillet 2003 demandant à pays d'allouer 10% de son budget à l'Agriculture. "Entre 2005 et 2009, le Sénégal a dépassé les 10%, mais on se demande où est passé cette manne financière. Est-ce que l'agriculture sénégalaise a bénéficié d'équipements pour booster sa production", se demande-t-il. Pour lui, "On ne voit pas cet investissement. Pourtant, l'Etat

a beaucoup investi dans les programmes spéciaux sans faire de bilan". Malgré tout, il suggère à l'Etat de ne pas s'arrêter à 10% mais d'aller jusqu'à 20% de son budget annuel et qu'on investit dans des domaines prioritaires, notamment l'accès à l'eau pour pouvoir produire en hivernage, comme en saison sèche.

Vu ces imperfections, il propose à l'Etat de revoir ses mécanismes d'investissement. A ce propos, dit-il, le Cnrc est disposé à s'asseoir autour d'une table avec l'Etat pour discuter des mécanismes de subvention. "Nous souhaitons que la subvention soit bien réfléchie, bien orientée et qu'elle donne des résultats efficaces qui permettent à notre agriculture de faire des avancées significatives. Nous avons besoin que cette agriculture nourrit son homme mais aussi l'ensemble de la population sénégalaise", a soutenu M. Ngom. Pour cela, il a suggéré qu'on définisse une politique agricole. "Celle-ci permettra à notre pays de se rendre compte de la situation actuelle qui est problématique, de l'analyser et de lui trouver des solutions idoines. A partir de ce moment on les traduit en politique agricole". Il a également demandé à équiper et former le monde rural pour qu'il soit plus efficace, plus apte à produire mieux en quantité et en qualité C'est par ces mécanismes, dit-il, qu'on parvienne à redresser la situation. Marius Dia, appui technique au Cnrc, a indiqué que la région de Sédhiou a reçu : 24 houes sine, 108 charrues pour 42 collectivités locales, soit en moyenne 8 houes sine par commune. "Qu'est-ce qu'elle peut en faire ? Est-ce que c'est ça une politique agricole ?", s'interroge-t-il. Toutefois, le Cnrc salue les efforts de l'Etat qui a appuyé le secteur de l'élevage de 13 milliards de F cfa pour l'achat d'aliment de bétail.

Enfin, dans le cadre de l'Année internationale de l'Agriculture familiale, le Cnrc en collaboration avec le gouvernement, va organiser prochainement une série d'activités.

A.G

VALLÉE DU FLEUVE/SAED : Le Poas, un outil d'intégration des acteurs

(Jade/Syfia) - La Saed a mis en œuvre dans la Vallée du fleuve Sénégal des outils de gestion du foncier rural qu'elle a présentés, fin mai à Dakar, aux différents acteurs à l'occasion d'un atelier de partage. Parmi ceux-ci, le Plan d'occupation et d'Affectation des sols (Poas).

■ PAR ABABACAR GUEYE

"Le Plan d'occupation et d'Affectation des sols (Poas), un des outils de gestion de l'espace rural pour les collectivités locales, a permis une meilleure maîtrise des outils mis en œuvre en concertation avec tous les segments des populations. Les Poas élaborés avec eux sont adaptés à la réalité de chaque territoire rural de la Vallée du Fleuve Sénégal (Vfs)", a soutenu le directeur général adjoint de la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du Fleuve Sénégal (Saed).

M. Seyni Ndao faisait la présentation de sa structure. C'était, mardi (20 mai) à Dakar, à l'occasion de l'atelier national de partage des outils de mise en œuvre dans la Vallée du Fleuve Sénégal présidé par le Dr Massata Niang du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer).

Membres de la société civile, représentants des ministères de l'Agriculture, du Plan, et de l'Intérieur, éleveurs, producteurs, élus locaux, avaient pris part à cette rencontre organisée par la Saed en partena-

riat avec l'Agence française de développement (Afd).

"La première expérience du Poas effectuée, entre 1997 et 99 à Ross Béthio (30 km de Saint Louis), a fait tâche d'huile. Aujourd'hui, 43 communautés rurales dans la zone d'intervention de la Saed disposent leur propre Poas", a indiqué M. Seyni Ndao.

Le poas, une réponse de gestion du foncier rural

Dans la Vallée, le besoin d'accompagner la gestion de l'espace rural par les Collectivités locales s'est posé très tôt. Avec, ses énormes potentialités, cette vallée est aussi une zone où d'autres usages sollicitent les mêmes ressources (eau, piste de production, sols, élevage, etc.). Consciente du fait que le développement de l'irrigation dans cette zone, ne peut s'engager dans une



intégration avec les autres systèmes de production, la Saed a initié, en 1996, avec ses partenaires (Cirad, Isra-Psi, Ugb, Afd) une opération pilote d'appui à la gestion d'un territoire rural. Après plusieurs échanges avec les différents acteurs (producteurs, éleveurs, etc.), des règles avaient été fixées pour leur cohabitation. Cela a donné en 1997 le premier Plan d'occupation et d'affectation des sols (Poas) (lire encadré).

A cet effet, le représentant du Maer a salué la Saed et ses partenaires qui ont eu à accompagner les Collectivités locales dans la réalisation de ces instruments de gestion et de sécurisation du foncier rural. Il s'agit du Plan d'occupation et d'affectation des sols (Poas), de la Charte du Domaine irrigué (Cdi) et du Système d'informations foncières (Sif). "Les outils et expériences présentés constituent des tentatives de réponses que les acteurs de la Vfs et nos partenaires techniques et financiers ont tenté d'apporter aux nombreux déficits et questionnements auxquels ils ont pu faire face dans la prise en charge de leur mission de développement des territoires", s'est réjoui M. Diack.

Valoriser ces outils à l'échelle nationale et sous régionale

Parlant au nom des élus locaux, le président de la Conseil rural (Cr) de

Ronkh, une localité non loin de Saint Louis, a lui aussi magnifié la prouesse de la Saed qui a eu à les accompagner dans l'élaboration du Plan. "Durant tout le processus, tous les acteurs de la Cr ont été impliqués dans la démarche. Ils ont participé activement et ont respecté les délimitations des zones et toutes les règles issues du Poas", a témoigné Moussa Diop. Et de poursuivre "cette approche a beaucoup contribué à résoudre les différends entre agriculteurs et éleveurs. Cet outil est d'un grand apport. Il accompagne les collectivités locales dans la gestion de l'espace. Cette démarche doit être expérimentée dans d'autres zones du Sénégal".

Cela a poussé le Dr Massata Diack à dire que cette expérience enrichissante de la Saed, avec sa démarche inclusive nécessite d'être capitalisée, institutionnalisée. "Ces outils doivent être valorisés à l'échelle nationale et sous régionale, afin de permettre aux autres zones de pouvoir gérer leur foncier à l'image de ce qui a été fait dans la zone nord", a lancé le représentant du Maer. Selon le DGA de la Saed, sa structure ne compte pas s'arrêter là, une conférence sous régionale sera organisée à Dakar "pour discuter, partager, améliorer davantage cet outil qui permet de gérer le foncier en attendant que la réforme foncière puisse être exécutée dans notre pays".

NECROLOGIE



Agée de 114 ans, Maguatte Sarr, la doyenne de Lambaye n'est plus

maman de Marième Ndiaye, sa fille aînée âgée aujourd'hui de 85 ans, était une paysanne qui aimait cultiver la terre... de ses ancêtres.

A ses heures perdues, elle prenait l'habitude de passer un peu de son temps au dahra de Ndiané où serigne Makhoudia Ndiaye, un moukhadam du vénéré Hadj Malick Sy de Tivaouane y enseignait le coran pour propager l'islam. A l'occasion des récitals du livre Saint, Thiara aimait préparer les traditionnelles bouillies de mil pour son oncle de Ngaguouné qui venait de boucler l'ensemble des versets du coran. "Un oncle qu'elle chérissait tant", selon les témoignages de vieux habitants de Ndiané. Un oncle devenu, au fil des années passées à Dakar, l'érudit de "Parka" (un quartier du vieux Dakar : Ndlr) et de Lambaye son fief d'origine.

connu l'indigence, loin de là. Sa sacoche bleue, régulièrement convoyée depuis Thiès par ses filles, principalement Ndiandé Diouf, arrivait toujours par le dernier train du soir à la célèbre gare de Dangalma. Cette sacoche, racontent les anciennes, était toujours bien remplie de produits de premières nécessités : sucre, biscuit, riz, huile, du pain et du savon.

Jusqu'à ces dernières années, en 2012, Thiara, même vieillie, participait encore à Louloupe-Lambaye aux prières commémorant la disparition de son cher oncle devenu moukhadam et qui lui interdisait formellement de psalmodier des panégyriques sur sa lignée familiale et à l'endroit de sa modeste personne.

Que Touba l'accueille au paradis éternel. Amin !

MADIENG SECK

(Jade/Syfia)-Plusieurs fois grand-mère, Maguatte Sarr, fille de Thiécoumba Sarr et de Mbatoute Seck, est née en 1901 à M'bambey, non loin de Ndiarga/Lambaye où elle a rendu l'âme en douceur à l'aube du mardi 15 avril 2014.

A Combélane où elle a passé son enfance, Maguatte Sarr était plus connue à sous l'appellation indigène de "Thiara". La

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

Le Poas, c'est quoi même ?

Le Plan d'occupation et d'affectation des sols (Poas) est un outil de planification locale qui vise, à travers l'instauration d'un dialogue permanent entre les élus locaux et les différents acteurs et usagers de l'espace, à instaurer une gestion foncière efficiente qui intègre les différents systèmes de production et mode d'occupation du sol dans une logique de développement durable.

Son élaboration consiste donc à établir un consensus entre les acteurs locaux d'une communauté rurale (Cr) sur une répartition de l'espace entre les usages reconnus prioritaires, des règles pour leur cohabitation et une organisation pour le suivi de leur respect et de leur application.

Démarré depuis 1997 dans l'ancienne communauté rurale de Ross Béthio, l'élaboration du Poas s'est poursuivie jusqu'en fin 99 à travers de longues étapes de concertations avec toutes les catégories d'acteurs et d'usagers de l'espace. Parmi ces étapes on peut citer : la formation à la cartographie de la communauté rurale, la concertation interne aboutissant à l'élaboration concertée des règles d'usage et d'occupation de l'espace et l'officialisation du Poas délibéré par le Conseil rural puis par l'autorité administrative. Ce qui en fait une convention locale où est notée l'occupation du sol dans le territoire communautaire, accompagnée de différentes cartes : occupation agricole et/ou pastorale, établissement humains, ressources en eau de surface, infrastructures et équipements, pistes à bétail, pistes de production, etc. La démarche stabilisée, l'extension a été engagée dans les années 2000, sur le reste de la Vallée du Fleuve Sénégal grâce à l'appui de l'Afd.

A.G

Il y a 12 ans

(Syfia-Sénégal) – Souvent exclues des terres cultivables, les femmes rurales africaines se battent pour y avoir accès. A Thiès, au Sénégal, une centaine d'entre elles ont échangé leurs expériences et leurs astuces pour convaincre les résistances des hommes au changement.

■ PAR MADIENG SECK

"En Afrique, les femmes triment toute leur vie sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Et si leur mariage se termine par le divorce ou la mort du conjoint, elles sont renvoyées chez leurs parents, les mains vides...". Marième Sow, coordonnatrice du Programme de protection naturelle (Pronat) de l'Ong Enda résume ainsi la difficile condition des femmes rurales africaines.

Elles représentent pourtant 70% de la force du travail agricole, alors que, selon la Fao, elles ne possèdent que moins de 2% des terres cultivables. Et parallèlement, le nombre des ménages qu'elles dirigent ne cesse de s'accroître. Pour avoir une terre à cultiver, elles sont donc obligées de passer par les hommes. Ces derniers restent les gardiens des terres, rôle que leur re-

AFRIQUE : La terre à celles qui la cultivent

connait la coutume même si l'islam accorde à la femme le droit d'hériter la moitié des parts de l'homme. Dans les faits, les femmes se voient octroyer trop souvent des sols médiocres ou éloignés du village.

Dans certains pays, comme le Sénégal, la Tunisie ou le Burkina Faso, il existe des lois foncières qui accordent les mêmes droits aux hommes qu'aux femmes mais celles-ci en jouissent timidement. Au Sénégal, une loi de 1964, sur le domaine national leur permet d'accéder à la terre. Korka Diaw, une productrice de riz, exploite ainsi 90 ha à Richard-Toll dans la vallée du fleuve Sénégal. *"En 1995, j'avais introduit, comme le font les hommes, une demande en bonne et due forme. Le Conseil rural m'avait alors attribué 30 ha. Parce que tout le monde me voyait trimer sur des terres que je louais. Ensuite, j'en ai eu d'autres"*, affirme cette pay-

sanne qui confie avoir engrangé 20 millions de F cfa pour ses meilleures récoltes de riz.

Des lois foncières méconnues

En Tunisie, pays à 98% musulman, la loi donne aussi à la femme des droits qu'elle n'a nulle part ailleurs dans le monde arabe. Selon une enquête du cabinet tunisien "Perspective sociale", réalisée en 1992, 14% des paysannes tunisiennes sont propriétaires des terres qu'elles exploitent. Au Burkina, la loi existe bel et bien depuis 1996, mais les femmes l'ignorent encore.

Selon Mme Ndèye Soukèye Guèye, responsable du projet "Crdits-femmes" au ministère sénégalais de la Femme, les blocages viennent de certaines pratiques courantes liées à la tradition ou à une mauvaise interprétation de de l'islam. *"Au Mali, l'attri-*

bution des terres aménagées dans l'Office du Niger est réservée aux seuls chefs de familles, donc aux hommes", reconnaît M. Togola Siaka de l'Association malienne pour la promotion du Sahel. Il explique : *"Dans nos traditions, la femme est étrangère chez son mari. Dès lors, elle ne peut disposer de terres"*. Ali Abdoulaye, de l'Ong Vie du Niger, avocat lui aussi de la cause féminine, rappelle que le sujet reste encore tabou dans son pays. *"Chez nous, dit-il, l'accès de la femme à la terre n'est pas à l'ordre du jour"*.

Décidées à faire bouger les choses, des Africaines se sont retrouvées, fin février, à Thiès (70 Km de Dakar) sur le thème : *"Femmes rurales et foncier, un atelier organisé en partenariat avec le projet Dimitra/Fao et Enda. "Quand les rythmes changent, il faut changer les pas de danse"*, a suggéré aux participantes Fatoumata Younsa, de Mooriben, la Fédération des unions de groupements paysans du Niger. En clair, il faut savoir s'adapter et ruser au besoin. Ndèye Soukèye, forte de ses 28 années d'expérience dans l'encadrement des femmes rurales au Sénégal, a jugé bon de livrer à ses sœurs de quelques astuces pour devenir maîtresses des terres. *"Il faut, conseille-t-elle, se rapprocher des autorités locales, mettre en avant l'esprit de dialogue, éviter de se faire attribuer des sols pauvres ou des champs éloignés du village"*. Elle cite à l'appui le malheureux exemple de cette paysanne au sud du Sénégal, aujourd'hui épuisée, pour avoir parcouru, des années durant, 14 km par jour pour aller cultiver son champ.

Astuces et conviction

Les yeux dans les yeux, l'experte a aussi reproché aux femmes leur manque de solidarité, de lucidité lorsqu'elles imitent les mauvais comportements des citadines. *"Évitez la langue de bois face aux hommes politiques ! Cessez de vous résigner !"*, leur a-t-elle dit. C'est ainsi que Thérèse Mbaye, du village de Fandène tout proche de Thiès, a fini par obtenir de son frère un champ de 2 ha. *"Après de longues causeries familiales dans l'intimité de la case"*, confie cette frêle paysanne.

Autres astuces, la location, l'emprunt ou l'appropriation collective par le biais des associations féminines. L'ignorance est l'ennemi des femmes. Ne sachant ni lire ni écrire, elles ne peuvent revendiquer leurs droits, comme le souligne Rahmatou llboudou, du réseau des Ong burkinabé, et de ce fait sont marginalisées.

Pour le représentant de la Fao à Dakar, Edouard K. Tapsoba, le problème foncier a des effets négatifs sur la production agricole et l'auto-suffisance alimentaire. *"Les femmes, dit-il, sont présentes dans toute la chaîne alimentaire. Elles assurent jusqu'à 70% de la production vivrière et pourtant leur travail reste sous-estimé"*. Leur engagement, rappelle-t-il, leur a pourtant valu, il y a cinq ans, ce slogan de la Fao : *"Les femmes nourrissent le monde"*.

VALLÉE DU FLEUVE

Engrais : Le Ppu séduit les producteurs de riz

(Jade/Syfia) - Le Placement profond de l'urée (Ppu), technologie appliquée depuis 2013 dans la vallée par "Bey Doundé" a réduit de moitié l'utilisation d'engrais. En mai dernier, à Saint Louis, les producteurs de Kassack nord qui l'ont expérimenté, ont fait un gain de 32 000 F cfa à l'ha. Le Ppu qui préserve l'environnement, innove dans la création d'emploi pour les jeunes.

■ PAR ABABACAR GUEYE

"Nous avons demandé cette année que le Projet "Bey Doundé" nous accompagne à expérimenter le Placement profond de l'urée (Ppu) dans nos 64 ha de parcelles de riz à Khor. Nous étions en visite l'année dernière à Kassack nord quand ce projet l'expérimentait. Nous avons vu que les résultats étaient probants", a témoigné madame Khoury Guèye.

La présidente du Gie Takku Ligey du village de Khor à Kassack nord, dans la communauté rurale de Ronkh, à Saint Louis s'adressait, début mai, aux dizaines de journalistes. C'était à l'occasion d'une caravane de presse organisée par le Projet d'appui à la filière riz pour la sécurité alimentaire appelé "Bey Doundé".

Sur le chemin, Koury servait de guide. Par moment, elle montre aux visiteurs les champs. *"Regardez ! Toutes ces parcelles vont, dans les prochains jours, recevoir le Ppu"*, annonce-t-elle. Des champs de riz à perte de vue qui attirent l'attention de la délégation de journalistes. A Khor, Khoury Guèye, n'en a cure de la chaleur torride qui sévit en ce jour. Elle brave la poussière, assiste aux rencontres entre producteurs, participe à des voyages à la recherche de partenariat pour développer les activités de son groupement. Cerise sur le gâteau, cette femme entrepreneure a trouvé sur son chemin le projet "Bey Doundé". Aujourd'hui, elle reçoit des sacs d'urée granulée pour ses parcelles de riz. Les raisons qui l'ont poussée à collabo-

rer avec Bey Doundé. Elle explique : *"Lors d'une visite à Kassack, j'avais vu de très belles parcelles de riz avec une levée homogène. J'ai appris que certains producteurs de Kassack avaient abandonné l'épandage de l'urée pour le Ppu"*.

La vallée du fleuve Sénégal est une zone par excellence favorable à la riziculture irriguée. En milieu paysan, les rendements moyens du riz tournent autour de 5 à 7 t/ha. Ces performances sont obtenues grâce à l'utilisation en moyenne de 300 à 350 kg d'urée par ha. Cependant, près de 70% de cet engrais épandu est perdu dans la nature, selon Mouhamadou Touré, conseiller technique à "Bey Doundé". D'ailleurs, poursuit-il, *"les chercheurs ont montré que sur 100 kilos épandus, seul 40 kilos est utilisé par la plante"*.

Pour palier cela, la Saed en relation avec l'Ifdc a mis en œuvre le Ppu qui consiste à granuler l'urée ordinaire, à la compresser. A l'aide d'une machine appelée applicateur de granules importée de Bangladesh et adaptée par les artisans locaux, l'urée granulée va, 10 jours après le repiquage, être enfouie sur tous les 40 cm à une profondeur de sept à 10 cm.

170 kg d'urée utilisée contre 350 à l'ha

Cette technologie appliquée depuis 2013 dans la vallée par "Bey Doundé" présente des avan-



tages. En effet, les producteurs feront un seul placement pour toute la campagne et la plante pourra être nourrie durant tout son cycle. *"Au lieu d'utiliser 350 kg d'urée classique, avec le perlé de l'urée, 170 kg suffisent. Les charges diminuent et les rendements augmentent de près d'une tonne. Ainsi le riz local pourrait être compétitif"*, a souligné M. Touré. Et de poursuivre : *"Cette technologie préserve l'environnement"*.

A Kassack nord, les producteurs ont expérimenté cette technologie. C'est le cas de Adama Diallo. Il avait fait l'essai sur environ un demi hectare en contre saison et les résultats obtenus lui ont valu de reconduire le Ppu cette année. *"J'ai une seule fois placé l'urée durant toute la campagne. Au bout de quelques jours, j'ai constaté une floraison homogène. Le rendement a aussi augmenté et le riz paddy était de qualité"*, a témoigné Adama devant une forte présence des responsables de l'Union Kassack nord. Pareil pour son collègue Mountaga Sow qui abonde dans le même sens. *"La réduction de l'engrais a diminué mes charges"*. Selon les deux producteurs, les charges ont baissé de 32 000 F cfa à l'hectare. Toutefois, ils ont évoqué des

contraintes liées à la pénibilité du travail et la forte utilisation en main d'œuvres, ainsi que l'approvisionnement régulier du marché en granules. *"Avant l'arrivée de l'applicateur de granules, c'est nous-même qui faisons l'enfouissement de l'urée granulée à la main. Cela nous prenait beaucoup de temps et c'était très pénible. On souffrait des courbatures"*, a confié Mountaga qui reconnaît qu'avec la machine, il y'a des avancées.

D'ailleurs, le concepteur de la machine Amadou Sy soutient que des modifications ont été apportées pour rendre plus efficace l'applicateur. *"Nous travaillons à sa démultiplication pour permettre à d'autres producteurs d'en posséder"*, a rassuré M. Sy. Il confie que l'outil sera fabriqué en quantité et sera cédé à 40 000 F cfa l'Unité.

Pour sa part, M. Touré a révélé que le projet envisage de doter de granuleuses certains groupements producteurs. *"Le projet réfléchit sur la création de Gie de jeunes. Ces derniers vont être formés à la granulation et au Ppu. Ce qui va permettre la création d'emploi"*, a soutenu M. Touré. Une manière de pérenniser cette innovation et de l'étendre dans d'autres zones de la vallée.

CE REPORTAGE A ÉTÉ RÉALISÉ GRÂCE À L'APPUI DU CECI/UNITERRA ET DU CNCR

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Remise de matériel aux transformatrices de l'Afao à Gorom



(Jade/Syfia)- La Directrice de la Famille du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Astou Diouf a vivement salué le partenariat et la coopération dynamique entre l'Association des Femmes d'Afrique de l'Ouest (AFAO) et son Département.

"Le gouvernement du Sénégal ne peut qu'accompagner les initiatives de l'AFAO, car Mme Tall est une femme d'action", a déclaré Astou Diouf devant une centaine de transformatrices et des présidentes régionales de l'Afao venues de Matam, Kaffrine, Diourbel et St Louis.

C'était, mi mai, à Gorom/ Rufisque peu avant la remise de ce matériel. Un matériel composé de

trois moulins à mil, deux congélateurs ainsi que des équipements pour la transformation des céréales locales et des jus de fruits. Pour Mme Tall, "la remise de ce matériel est symbolique pour l'Afao", relevant que c'est la première fois que les femmes de son association en bénéficient. Elle rappelle, par ailleurs, le parcours parsemé d'embûches de ces femmes "plus

que méritantes", appuyées dans leur travail par le Centre genre de la Cedeao. Dans ce contexte, Madame Marième Djigo, directrice du Centre de formation de Gorom, a salué les efforts inlassables des ses "sœurs pionnières" travaillant ensemble depuis bientôt 30 ans dans la transformation céréalières et la fabrication de jus de fruits locaux. "Grâce à l'appui du ministère de la Femme, je sais que le Consommer local est bien à la mode aujourd'hui, mais, préparer la nourriture locale saine reste un crédo pour nous", a-t-elle lancé aux transformatrices de l'AFAO.

Un marché bio à Dakar

(Jade/Syfia) - Conscients de consommer des produits locaux, sains et biologiques, des Dakarais, la plupart des Expatriés européens, fréquentent chaque vendredi un petit marché bio tout près de l'université de Dakar. D'autres y vont pour des raisons de santé et par peur des produits chimiques à foison dans les aliments.

■ PAR MADIENG SECK

"S'il vous plaît m'sieur faites la place", parle, souriante et débordante d'activités une vendeuse du marché bio de Dakar. "Ho pardon ! J'ai donné 5 000 francs et j'attends ma monnaie", répond poliment le client devant la caisse subitement envahie. Le monsieur, sans doute un expatrié, est vêtu d'un Jean un peu délavé et d'un tee-shirt multicolores.

En ce vendredi de début mai, le petit marché bio s'anime progressivement à l'approche de midi. Niché au "Clos Normand" un club d'expatriés français (lire encadré), ce marché jouxte l'université Cheikh Anta Diop et fait face à l'immeuble de la SICAP. Ce matin, les clients n'arrêtaient pas d'arriver un à un, parfois avec leurs mômes. Tous connaissent ce coin repérable par son cour de tennis et son bel espace de jeux pour enfants. Le bouche à oreille a fini de faire la pub de ce marché ni vu, ni connu et où passent des milliers d'étudiants. "J'ai découvert l'endroit par le biais de mon épouse qui m'en a parlé. Depuis, je viens ici régulièrement", affirme un coopérant français attendant patiemment l'arrivée des pommes de terre, ainsi que sa livraison de fromage de chèvre du fabricant Abou Badji. "C'est pour appuyer les produits locaux, fruits et légumes biologiques", me lance à nouveau ce sympathique toubab, l'air un peu bucolique.

Par souci de santé

Derrière leurs étals, Fatou Sène et Coumba Guèye viennent de Djender à 45 km de Dakar. Elles sont partenaires de l'Ong Enda Pronat dans ce projet de marché. Mais Coumba pratique en même temps l'horticulture bio. Les deux femmes proposent choux, pommes de terre, carottes, aubergines, tomates, etc. Des légumes bio frais vendus entre 500 et 700 F cfa le kilo. Ce marché, Sylvie Laboub enseignante à l'Institut français de Dakar, le fréquente depuis deux mois. "C'est pour dynamiser la production, le consommer local et aider les producteurs bio", plaide cette dame, frêle et fière allure. Tout prêt, des femmes tabliers proposent divers fruits, légumes-feuilles et légumes.

De l'autre côté, Fatoumata, visage radieux, expose ses jus locaux et ses merveilleux gâteaux à base de fruits naturels sains. En face, Yama Ndiaye responsable marketing dans un Gie dakarais propose pêle-mêle : poudre de moringa (nébéday en Ouoloff), sachets de bissap, de ditakh, vinaigre de mangue joliment mis en bouteille. Yama, explique aux clients l'importance nutritionnelle et la qualité diététique de ses marchandises. Elle arrive à convertir un puriste acheteur sénégalais et finit par lui vendre une bouteille de vinaigre à 1000 F cfa et un sachet de moringa à 1200 F cfa. Sourire au vent, Yama improvise de temps en temps une

discrète dégustation. "On cherche le rapprochement avec les clients. Là, on est présent parce que les gens sont conscients des produits bio...", explique-t-elle. Adepte d'une agriculture saine son client Amadou Samb rétorque aussitôt : "J'ai découvert ce marché sur le net. C'est par souci de santé que je viens ici. Je me méfie des produits chimiques à l'origine de maladies chroniques". Une autre, une Asiatique diplomate des Nations Unies à la mise bien raffinée, fait son commentaire en chuchotant : "C'est cher !" Puis très vite elle met un bémol pour sa voisine de cliente : "Mais il y a la qualité !"

Gorgoorlou et Diék n'y vont pas

Ce marché, il faut le dire, n'est pas fait pour "Gorgoorlou" tirant "Diék" par la main. Mais, peut être plus tard pour sensibiliser les Sénégalais.

C'est l'Ong Enda Pronat, en partenariat avec les fédérations Woobin et des producteurs de Djender (Fapd) qui animent ce marché au Clos Normand depuis 2013. Un marché qui utilise des produits locaux naturels avec les labels ASD (Agriculture Saine et Durable) et qui se déplace au Parc zoologique de Hann et dans d'autres quartiers huppés de Dakar. "Nous n'avons pas encore l'agrément Bio. On a commencé doucement et on a voulu être discret. Nos prix sont au dessus de Castor et en dessous de Kermel", reconnaît Sabine travaillant à Enda Pronat, comme pour se dédouaner d'éventuelles critiques sur les prix.

Quelques parts sur d'autres étals, les pains embaument le coin. De bons pains à base de farine de mil ou de maïs accompagnés de noix de cajou. D'autres sont cuits avec des complé-



ments d'arachides grillés. D'autres encore sont à base de patate douce ou de fonio. Ces pains dorés qui donnent l'eau à la bouche sont à 250 F cfa la petite grosse michie, ou entre 700 et 800 F cfa la pleine baguette.

Au Sénégal, la culture biologique occupe une très faible place dans la production agricole. La région de Thiès (75 km Est Dakar) où existent déjà un marché pour ce type d'agriculture et des resto bio, fournit l'essentiel de la production avec la Fédération nationale des agriculteurs bio (Fénab). Selon la FAO, le secteur est l'un des plus dynamiques dans le marché mondial alimentaire. En effet, plus de 100

pays exportent Bio et le commerce international croît de 15 à 20% par an.

Cependant au marché du "Clos Normand", l'environnement est bien préservé jusque dans les moindres détails. Dès son arrivée, le client se dirige vers la rangée de paniers d'osier. Là, point de sachets plastiques, ni papiers jetés à terre, encore moins des débris de feuilles de légumes. Dans ce beau décor, un modeste rayon de livres vendus par Enda Pronat agrmente les emplettes. A la caisse, le client reçoit un joli sachet en papier kaki, en plus d'un formidable accueil plein d'amabilité et de familiarité.

Le "Clos Normand" s'ouvre au Dak'Art et l'Environnement

Le Clos Normand est un club familial de coopérants français ouvert à Dakar depuis 1962. Géré par des bénévoles français, le club est ouvert à tout le monde (Français comme Africains), à l'Environnement et à l'art. L'actuel président, Jean Claude Peyro est un enseignant à la retraite depuis 20 et vivant à Dakar. Ses membres, qui sont bien engagés dans l'agriculture bio s'activent aussi sur des projets de développement durable aux côtés de paysans sénégalais qu'ils appuient. A l'occasion du Dak'Art 2014 (du 12 mai au 8 juin), le Clos Normand avait ouvert des expositions OFF pour mettre en valeur les produits bio, annonce son président Jean Claude Peyro.

MS